

L'HISTOIRE SOCIALE DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE LA CGT

Résumé par Bernard JACQUESON

C'est dès l'après 1789 que l'on peut situer la naissance d'embryons d'organisations d'ouvriers sous forme associative.

Mais la bourgeoisie veille et fait voter une loi en 1791 interdisant toute organisation ainsi que la grève. C'est la loi le Chapelier.

Les organisations ouvrières agissent alors dans la clandestinité. Il faut savoir qu'à cette époque un ouvrier travaillait 14/15 heures par jour, le travail des femmes et des enfants était très répandu. Le contrat de travail n'existait pas.

Le 4 février 1794, c'est l'abolition de l'esclavage, rétabli par la suite par napoléon en 1802.

Cette période voit la naissance des sociétés de secours mutuelles. Elles s'occupent de la maladie car aucune protection sociale n'existe, ainsi que des obsèques. Les retraites n'existent pas non plus.

Ces mutuelles servent de base (clandestinement) à la mise en commun de l'expression du mécontentement et de point d'appui à la grève (cependant toujours interdite).

1804 l'Empire et Napoléon 1^{er}.

21/24 novembre 1831 révolte des Canuts. La répression est sanglante et c'est une véritable guerre intérieure. C'est la première fois qu'un groupe d'ouvriers se révolte contre l'Etat.

La répression s'instaure et pendant ce temps, le patronat s'organise : 1835 création des industriels de l'Est – 1840 création des constructeurs de machines.

Ce processus de répression débouche début 1848 sur une révolution qui emporte la monarchie de Louis Philippe. C'est la 2^{ème} République.

A cette révolution, il est constaté la participation importante des ouvriers. Il y eut beaucoup de victimes parmi eux.

Des acquis ont été obtenus, par exemple la réduction de la durée du travail ramenée de 11 à 10 heures par jour à Paris et de 12 à 11 heures en province.

Décret du 2 mars 1948.

27 avril décret d'abolition de l'esclavage.

Malheureusement, les espoirs sont vite déçus et la répression frappe à nouveau. Juin 1848 on relève 30 000 morts et il y a eu 15 000 déportés.

Les mutuelles sont mises sous surveillance, le mouvement ouvrier s'étiolé jusqu'au second empire. Coup d'état du 2 décembre 1851 de Louis Napoléon Bonaparte qui deviendra un an plus tard Napoléon III.

Réforme des mutuelles pour mieux la contrôler et empêcher qu'elles abritent le mouvement ouvrier.

La 1^{ière} Internationale qui a vu le jour en 1847 (Manifeste de Marx et Engels publié en 1850) influe le mouvement ouvrier. Elle ouvre à Paris un Bureau en 1860.

Dès 1860, l'économie repart, le mouvement ouvrier reprend son essor et la grève n'est plus un délit (25 mai 1864).

Les chambre syndicales sont tolérées et la loi Le Chapelier adoucie.

Septembre 1864 création de la 1^{ière} Internationale des travailleurs. En parallèle se crée le Comité des Forges avec Eugène Schneider et Charles de Wendel.

Les guinguettes dans et tout autour de Paris sont des lieux fréquentés par les révolutionnaires.

Avec les bouleversements consécutifs à la guerre de 1870, la répression remplace une fois de plus la négociation et de mars à mai 1871, c'est la Commune de Paris avec ses 30 000 morts et 20 000 déportés.

Le mouvement syndical ouvrier est décapité. Il perdure cependant dans les grandes villes de province, mais il est plus modéré. L'alcoolisme et la violence urbaine progressent.

Octobre 1876 1^{ier} congrès ouvrier français. Revendications de la journée de travail de 8 heures pour les femmes, puis âge minimum pour travailler fixé à 12 ans et travail de nuit interdit pour les enfants. Le 2^{ième} congrès de 1878 généralise ces revendications et le 4^{ième} en 1880 fixe un objectif essentiel avec la généralisation de la journée de travail de 8 heures.

21 mars 1884 abrogation de la loi Le Chapelier. Liberté d'association instaurée. C'est la loi Waldeck Rousseau . Reconnaissance des syndicats. (Celle ci suscite au départ la méfiance des travailleurs qui voient dans cette reconnaissance un renforcement de leur surveillance par l'Etat).

11/16 octobre 1886 congrès constitutif de la Fédération Nationale des Syndicats à Bordeaux.

1890, naissance de l'Inspection du travail. La même année, dépôt de la 1^{ière} loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

1891, une Bourse du travail s'ouvre à Lyon.

1^{ier} mai à Fourmies, grève des mineurs réprimée : 10 morts.

1892, création de la fédération des Bourses du travail.

Pour cette époque, il y a deux noms à retenir :

- Fernand PELLOUTIER 1^{ier} Président en 1892 de la Fédération des Bourses du travail ou cohabitent anarchistes, socialistes corporatistes. PELLOUTIER est classé parmi les révolutionnaires. Il crée un journal « Les Ouvriers des deux mondes »
- Jules GUESDE qui dirige la Fédération Nationale des Syndicats.

Entre ces deux militants, les désaccords sont profonds. Pour PELLOUTIER, le syndicat suffit à tout d'où la priorité à l'organisation et à l'information. Pour GUESDE, il prône la subordination des syndicats aux partis politiques.

23/28 septembre 1895 naissance de la CGT à Limoges. Ses débuts sont chaotiques avec une double tendance héritée du mouvement syndical de l'époque avec les anarcho-syndicalistes et les réformistes.

Au congrès confédéral de 1902 à Montpellier, la CGT adopte des statuts avec la double organisation horizontale et verticale, soit les Fédérations d'industries et les Unions départementales. De l'ordre est ainsi remis dans les structures syndicales.

Mars 1906, catastrophe minière de Courrières sur 1800 mineurs, 1100 trouvèrent la mort dont 290 enfants de 13 à 18 ans.

Une grève générale a été déclenchée qui a abouti aux succès des revendications des mineurs qui sont dans cette période en pointe dans le combat syndical. Leurs conditions de travail étant abominables.

Ils construisent leur maison syndicale, publient un journal et se dotent d'une imprimerie.

Mis à part cette corporation, il y a un faible taux de syndicalisation à cette époque.

1^{ier} mai, la grève générale a été un succès malgré les 800 arrestations.

Octobre 1906, Congrès confédéral à Amiens. Il fixe les grandes orientations (charte d'Amiens): reconnaissance de la lutte de classe, « expropriation capitaliste », prise en charge de l'économie par le syndicat, grève générale comme moyen d'action.

1907, fermeture de la bourse du travail de Paris suite à des manifestations.

Révolte des vigneronns qui fraternisent avec la troupe.

1908, arrestation de tout le bureau confédéral suite à des manifestations qui ont fait plusieurs morts.

Octobre, congrès de la CGT à Marseille qui proclame que les travailleurs répondraient « à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ».

1909, création de la Vie Ouvrière.

A partir de 1910, les succès revendicatifs des ouvriers sont palpables notamment la loi sur les retraites ouvrières et paysannes qui aboutit 20 ans après son dépôt !

1912 Appel à la grève en décembre contre la guerre ; idem en juillet 1913 et le 27 juillet 1914

31 juillet, assassinat de Jean Jaurès – La guerre éclate. Le 4 août, entraînée par Léon Jouhaux, la CGT s'engage dans l'union sacrée. Une Résistance ouvrière souterraine se développe autour des membres de la Vie Ouvrière (Monatte, Merrheim, Rosner, Lenoir..).

Dès la fin 1916 et en 1917, l'action revendicative revient en force, les grèves se multiplient ainsi que les manifestations qui crient « A bas la guerre ». Les effectifs de la CGT passent à 300 000 adhérents.

Pour stopper les luttes, les grèves sont interdites et les ouvriers qui passent outre sont envoyés au front.

Octobre 1917, révolution russe.

1^{ier} mai 1918, 100 000 métallos cessent le travail et manifestent.

Après la fin de la guerre, les grèves reprennent avec vigueur et la CGT avoisine le million d'adhérents.

1919, les soldats démobilisés ne trouvent pas de travail, les femmes sont chassées des entreprises. On recense 2 200 grèves, plus de 1,5 million de grévistes. Il y a plus de 1 million de chômeurs.

1^{ier} Mai retentissant. Les effectifs de la CGT dépassent le million d'adhérents.

Création cette année-là de la CFTC en réplique à la lutte de classe sur la base de la « collaboration des éléments producteurs ».

Les cheminots qui sont la corporation montante dans le syndicalisme participent à des grèves particulièrement dures. Elles sont massives et populaires. En février, l'Etat cède. Mais reprend ensuite la main. 20 000 cheminots avec des dockers et des marins sont révoqués. Arrestation de Monatte.

1920, création du PCF à Tours.

Juillet 1921, congrès de la CGT à Lille. De vifs affrontements entre révolutionnaires et réformistes. 360 000 exclusions sont prononcées, exclusions confirmées par le CCN.

Juin 1922, Constitution de la CGT-U au congrès de Saint-Etienne. Gaston Monmousseau en fut le 1^{ier} secrétaire.

1929 c'est la crise économique qui se répercute en France en 1930 avec son lot de chômage, l'apparition des soupes populaires et la misère avec la baisse des salaires. Création en 1930 des assurances sociales par capitalisation ; des allocations familiales en 1932.

En 1931, Benoît Frachon devient secrétaire général de la CGT-U.

A partir de ces années, on assiste à la montée du fascisme en Europe. La progression du chômage est constante.

6 février 1934, Les fascistes (avec notamment les Croix de feu initiées par Michelin) montent à l'assaut de la chambre des députés. 500 000 manifestant s'y opposent.

Appel à la grève générale de la CGT et de la CGT-U le 12 février. Les deux manifestations se rejoignent place de la Nation. Un processus de réunification est entamé en 1935. Cette année là, en février 5 millions de salariés cessent le travail.

5 mars 1936 réunification de la CGT au congrès de Toulouse.

3 mai, victoire du Front populaire aux élections. Dès fin mai et en juin, les grèves avec occupation d'usine s'étendent considérablement.

7/8 juin, ce sont les accords de Matignon : lois des 20/21/24 juin sur les salaires, les congés payés, les conventions collectives, les délégués d'ateliers... Pour la 1^{ière} fois, l'Etat se pose en arbitre entre les salariés et le patronat.

Fin 1936, la CGT compte 4 millions d'adhérents ; c'est le début du syndicalisme de masse. Elle gère des centres de formation, des dispensaires, des mutuelles etc...

Mais déjà le patronat cherche sa revanche.

1938 décrets donnant les pleins pouvoirs à Daladier (mieux vaut Hitler que le front populaire). Le 1^{ier} novembre Paul Raynaud casse les 40 heures « source de tous les maux ». Après l'échec des grèves fin novembre, la répression ouvrière recommence.

C'est la guerre, la capitulation de la France à Munich.

1939 – le 23 août, signature du pacte Germano – Soviétique.

Le 18 septembre, le Bureau confédéral de la CGT emmené par Léon Jouhaux décide l'exclusion des communistes de la CGT et des syndicats qui ne se prononcent pas publiquement contre le pacte Germano – Soviétique. Dans le département du Puy de Dôme, le syndicat CGT Michelin fait partie des exclus. Ses biens sont mis sous séquestres.

1940 – 18 juin, appel du général de Gaulle depuis Londres.

Juillet : vote des pleins pouvoirs à Pétain.

16 août, dissolution des syndicats. Mais dès janvier, parution sur feuille ronéotée du premier numéro de la V.O clandestine . Les militants de la CGT qui sont les plus fervents défenseurs des travailleurs entrent pour la plupart dans la clandestinité.

Les premiers otages livrés aux allemands sont choisis parmi les syndicalistes par Pocheux. C'est la revanche de 1936.

La résistance s'organise.

1942/1943 sont les années sombres avec son lot de souffrances d'exactions, de fusillés, de torturés, mais aussi de résistance héroïque face à l'occupant avec des faits d'armes élogieux.

1943 - Accord de Perreux sur la réunification de la CGT (dans la clandestinité) le 17 avril.

27 mai, fondation du Conseil National de la Résistance. La CGT en est membre à part entière. Le CNR sera même présidé à compter du 10 septembre par un responsable de la CGT : Louis Saillant qui deviendra par la suite président de la FSM.

1944 – Le programme du CNR voit le jour.

Le 18 août 1944 l'ordre de grève générale pour la libération de Paris est lancé.

Rétablissement et reconstitution des confédération syndicales CGT et CFDT. La CGC naît le 15 octobre.

En 1945 - ou la CGT atteint les 5 millions d'adhérents - et 1946 des transformations fondamentales voient le jour : les délégués du personnel, la sécurité sociale, les comités d'entreprise etc...

Mais les conditions sociales des salariés sont difficiles. Le mécontentement débouche sur des grèves à caractère insurrectionnel avec des morts. On peut citer Bergougnan (Trellborg aujourd'hui) en 1948, Michelin en 1950 pour Clermont. Les résultats sont minces. On assiste à une quasi rupture de l'action revendicative.

L'application du plan Marshall réveille les oppositions d'avant guerre.

1947 - la CGT obtient 59,7% des voix aux élections du conseil d'administration de la sécurité sociale du 24 avril.

Léon Jouhaux et les groupes FO à l'intérieur de la CGT appellent à la quitter considérant qu'il y a des traîtres et des staliniens à l'intérieur. « La querelle de famille » se traduit par des heurts violents.

La scission intervient. Elle est un effet de ce qui est appelé « la guerre froide ».

1948 – 13 avril, Léon Jouhaux est élu secrétaire général de FO. Cette nouvelle organisation née de la scission refuse toute unité d'action.

La FEN choisie l'autonomie et a maintenu son unité.

1952 – complot des pigeons !

1953 Arrestation des dirigeants de la CGT. Benoît Frachon entre dans la clandestinité et André Le LEAP est arrêté.

Cette période voit le déclenchement de la guerre d'Indochine puis de celle d'Algérie où le mouvement ouvrier avec la CGT s'est opposé avec force par un « activisme » important et soutenu.

1956 – Adoption de la 3^{ème} semaine de congés payés.

1958 – 13 mai coup d'état d'Alger, le général de Gaulle prend le pouvoir. C'est la 5^{ème} République. La CGT appelle à la grève et à la manifestation afin de s'opposer à ce coup de force.

1959, décret supprimant la notion de jour férié du 8 mai.

1962, 8 février, manifestation à Paris contre l'OAS. 10 militants de la CGT tués par la police au métro « Charonne ». Le 13 février, plus de 1 million de manifestants à l'enterrement.

1963, la réquisition des mineurs par de Gaulle amène une réplique par une grève massive qui est déclenchée le 1^{er} mars 1963 et se termine 33 jours après. La mobilisation a été massive et s'est soldée par un accord notamment sur une augmentation des salaires de 12,5 %. La 4^{ème} semaine de congés payés est dans les « tuyaux ».

Les questions économiques prennent de l'importance dans la CGT. Les nationalisations sont évoquées.

1964, éclatement de la CFTC. Naissance de la CFDT.

1966, loi sur la représentativité syndicale, reconnaissance des 5 confédérations qui jouissent de la présomption de représentativité.
Accord CGT – CFDT sur une base revendicative commune.

1967 Ordonnances de démantèlement de la Sécurité Sociale. Les élections sont supprimées.

D'importantes grèves et manifestations émaillent cette année 1967.

1968, mai : c'est la révolte des étudiants. La répression policière amène les syndicats ouvriers à riposter. Le 13 mai, immenses manifestations dans le Pays. C'est le point de départ des grèves avec occupations d'usines. De 7 à 10 millions de grévistes sont comptés.

Il germe la possibilité de mettre bas ce régime gaulliste vieux de 10 ans : mythologie de 1936, la Commune de Paris, Le Che, Fidel Castro...

Les accords de Grenelle (+ 35% du SMIC, + 54 % du SMAC [SMIC agricole], engagement sur la réduction du temps de travail, reconnaissance des syndicats dans l'entreprise, etc. Ils ouvrent la voie à d'importants accords de branches et d'entreprises

La 5^{ème} République est déstabilisée.

1972, programme commun entre le PCF, le PS et les radicaux de gauche.

1973, création en février de la CES à Bruxelles qui regroupent 18 Pays .
Le chômage progresse, la situation économique se dégrade. C'est la 1^{ère} « crise » pétrolière.

29 septembre, manifestations monstres pour les salariés de LIP.

1974, élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République .
Son 1^{er} Ministre Raymond Barre se moque des manifestants. Sont à l'ordre du jour l'inflation, le chômage, les délocalisations etc.. Paiement à 90% du chômage pour raison économique.

Le syndicalisme va connaître une période très difficile. Désengagement des salariés. On peut parler de crise . La désyndicalisation est une réalité.

1981, élection de François Mitterrand comme Président de la République.

1982, programme de nationalisations, 5^{ème} semaine de congés payés, retraite à 60 ans, semaine de 39 heures, les CHS-CT, les lois Auroux.

1988, instauration du RMI et début des privatisations avec Chirac (gouvernement de « coexistence »)

1991, Mauroy 1^{er} ministre annonce au congrès de la CGT son plan d'austérité pour lutter dit-il contre l'inflation. La CGT condamne.

Mise en place par Michel Rocard de la CSG.

1993, La retraite passe à 40 annuités indexées sur les prix et non plus sur les salaires (loi Balladur), loi quinquennale. Instauration de la délégation unique du personnel dans les entreprises de moins de 200 salariés.

Jusqu'en 1995, on assiste à la naissance de SUD-PTT, de la création de la FSU (explosion de la FEN) et des naissances de la FGAF et de l'UNSA.

1995, la CGT quitte la FSM . Au congrès des 3/8 décembre la CGT modifie ses statuts avec l'abandon de « la socialisation des moyens de productions »

remplacée par la CGT « agit pour une société démocratique libérée de l'exploitation capitaliste et autres formes d'exploitation et de domination ».

Chute de Juppé sur la retraite dans la Fonction Publique . Mais le patronat en profite pour tenter de remettre en cause les accords de retraite dans le privé du fait de la faible mobilisation dans ce secteur afin d'avancer dans sa politique de retraite par capitalisation.

1996, création de la CRDS par Juppé pour résorber la dette de la Sécu !

1998, le 13 juin, loi sur les 35 heures (revue en janvier 2000).

Le CNPF devient le MEDEF.

1999, création de la CMU.

Le 24 mars, la CGT adhère à la CES.

2003 loi Fillon d'août sur la poursuite de la destruction de la retraite par solidarité de 1945 et mise en place la retraite par capitalisation.

2004, la loi Douste-Blazy met fin à la Sécurité Sociale de 1945. Le Président est nommé par le Ministre, entrée des assurances privées.

2005, le CCN de la CGT réuni le 3 février, appelle les salariés à se prononcer pour une réelle politique sociale européenne en votant NON à la Constitution Européenne. Le 29 mai 55% des Français rejettent le projet de Constitution Européenne concocté par Giscard d'Estaing.

2006, 24/28 avril, lors du 48^{ème} congrès de la CGT à Lille, a été mis en place le nouveau système de répartition de cotisations syndicales : le CoGéTise.

Le 7 septembre, le CCN de la CGT se prononce pour son adhésion à la CSI (Confédération Syndicale internationale).

2007, élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. C'est le triomphe du populisme et de l'ultra libéralisme.

2008 Accord sur la représentativité syndicale suivi d'une loi. Elle met fin aux dispositions de 1966.

La crise du système capitaliste atteint une ampleur rarement égalée. C'est la valse des licenciements, le chômage explose, les fermetures d'entreprises ne se comptent plus. Le patronat en profite pour réorganiser son exploitation et recycler son patrimoine.

2009, c'est la continuité, et la résistance s'organise autour de l'unité d'action (à géométrie variable) des organisations syndicales qui ne répond pas semble t-il à toutes les attentes ?